

LE G20, ET APRÈS ?

L'éditorial d'Hugues de Jouvenel

La reprise mondiale s'est essoufflée, notamment dans les pays développés, le chômage atteint des niveaux inacceptables. Les tensions sur les marchés financiers se sont accentuées, essentiellement en raison des risques liés aux dettes souveraines en Europe. Des signes clairs de ralentissement apparaissent. Les déséquilibres persistent... Aussi « nous réaffirmons notre engagement à travailler ensemble et nous avons pris des décisions visant à redynamiser la croissance économique, à créer des emplois, à assurer la stabilité financière, à favoriser l'intégration sociale et à mettre la mondialisation au service des besoins de la population ».

Ainsi commence le communiqué final du sommet des chefs d'État et de gouvernement du G20 qui s'est tenu à Cannes les 3 et 4 novembre 2011, alors que le couple franco-allemand essayait d'enrayer la crise grecque et avant que l'Italie elle-même ne vacille. Mais qu'importe ? « Pour relever les défis immédiats qui se posent à l'économie mondiale, affirment les mêmes responsables, nous nous engageons à coordonner nos actions et nos politiques. »

Mais quand intervient la question de la gouvernance mondiale (à laquelle la France était particulièrement attachée), le communiqué en question devient laconique. « Nous nous félicitons du rapport du Premier mi-

nistre britannique David Cameron [...]. Nous sommes d'accord que le G20 doit demeurer un groupe informel [...] qui consiste à réunir les grandes économies sur un pied d'égalité pour favoriser l'action [...] et nous décidons donc de mettre notre volonté politique collective au service de notre programme d'action économique et financier, et de la réforme et de l'efficacité accrue des institutions internationales concernées. » Quel programme ? Quelle politique concertée ? Quelles instances ? Le communiqué n'en dira rien ou vraiment pas grand-chose.

Et pour cause ! Le climat n'est pas vraiment à la coopération internationale. Alors que l'Europe dans la tourmente attendait peut-être quelque sollicitude de ses partenaires, Barack Obama, avec condescendance, affirmait que la zone euro devait être « en mesure d'être à la hauteur » de ses difficultés financières¹. Quant aux pays émergents et à l'aide que certains attendaient notamment de la Chine, leur sentiment fut clairement résumé par la présidente brésilienne, Dilma Rousseff, qui déclara n'avoir « pas la moindre intention » de financer le Fonds européen de stabilité financière (FESF). « Pourquoi devrions-nous le faire si les Européens le font ? » affirmait-elle, en soulignant qu'elle entendait utiliser avec précaution les réserves que son pays avait amassées « à la sueur du peuple brésilien² ».

1. FAUJAS Alain. « Au G20, la zone euro laissée seule à ses tourments ». *Le Monde*, 6-7 novembre 2011.

2. *Ibidem*.

Du reste, à défaut de gouvernance mondiale, le communiqué final précise bien que les parties saluent « les décisions prises par les chefs d'État et de gouvernement européens le 26 octobre 2011 pour rétablir la viabilité de la dette en Grèce, renforcer les banques européennes, mettre en place des dispositifs de protection contre la contagion et jeter les bases d'une réforme vigoureuse de la gouvernance économique dans la zone euro », et qu'elles demandent « leur mise en œuvre rapide ». Elles avaient même la délicatesse de se féliciter de la détermination de ladite zone euro « à apporter toutes ses ressources et toute sa capacité institutionnelle pour rétablir la confiance et la stabilité financière, et pour assurer le bon fonctionnement des marchés monétaires et financiers ».

Le message du dernier G20 est clair : il incombe aux États membres de l'Union européenne, a fortiori aux pays de la zone euro, de résoudre par eux-mêmes leurs problèmes au niveau tant national que communautaire. Et lorsque David Cameron, tout en se félicitant des progrès accomplis, reconnaît que le Royaume-Uni « prépare des plans » pour faire face à une possible disparition de la monnaie unique, heureusement le président français nous rassure : « Les gouvernements peuvent agir et ne sont pas condamnés à subir ³. »

Cette riposte tombe fort à propos. Le G20 de Cannes ne fait que confir-

mer en effet l'analyse qui était la mienne dans mon récent éditorial sur les conditions d'un réveil de l'Europe ⁴. Elle tombe d'autant mieux que la France elle-même se trouve confrontée à des déséquilibres budgétaires d'une ampleur inédite en temps de paix et que, si la crise mondiale a certes contribué à la dégradation actuelle, elle ne peut en être tenue pour unique responsable puisque le déficit public n'a cessé de se creuser depuis... 1974 ⁵. Elle tombe d'autant mieux que le Parlement est en train d'examiner le projet de loi de finances pour 2012 et que la redoutable agence de notation Moody's s'est donné « trois mois pour déterminer si elle abaisse la note "AAA" française de "stable" à "négative" ⁶ ».

N'oublions pas à ce propos que le Parlement est, en France, l'autorité budgétaire suprême puisque c'est par son vote que sont autorisées la perception des ressources publiques et les dépenses de l'État, qu'il devrait au demeurant à cette occasion célébrer les 10 ans de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) adoptée à l'unanimité en 2001. Si cette loi (à mes yeux très différente de la RGPP, la Révision générale des politiques publiques, lancée en 2007) est correctement appliquée, elle devrait, bien avant les élections présidentielles, donner lieu à un débat fructueux sur les priorités de l'État confronté au défi de l'assainissement des finances publiques en même temps qu'à la politique de relance économique ⁷. ■

3. *Ibidem*.

4. « Le réveil de l'Europe ? » *Futuribles*, n° 379, novembre 2011, pp. 3-4.

5. BOUTHEVILLAIN Carine et DUFRENOT Gilles. « Les finances publiques dans la tourmente. Une analyse des problématiques actuelles à la lumière des expériences passées ». *Futuribles*, n° 375, juin 2011.

6. CASTAGNET Mathieu et DANCER Marie. « La France cherche à conserver son triple A ». *La Croix*, 19 octobre 2011.

7. Cet éditorial a été rédigé le 7 novembre 2011.